

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 12/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENTREPOT PETROLIER DE DIJON**

1 rue de l'Aspirant Pierrat  
21600 Longvic

Références : 2026-121  
Code AIOT : 0005401255

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement ENTREPOT PETROLIER DE DIJON implanté 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 sur le plan de modernisation des installations industrielles.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPOT PETROLIER DE DIJON
- 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401255

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement stocke des hydrocarbures liquides de type essence et de type gazole, fioul. L'Entrepôt Pétrolier de Dijon (EPD) distribue des carburants qui sont commercialisés dans les stations-service de sa zone de chalandise. L'établissement est classé Seveso Seuil Haut.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
3	3) Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Demande d'action corrective	2 mois
5	5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
4	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit garder une vision d'ensemble pour chaque équipement relevant du plan de modernisation des installations industrielles, de l'ensemble des inspections réalisées et des travaux effectués.

Il apportera des justifications sur les conclusions de son étude sur l'évaluation de la criticité.

L'inspection a contrôlé par sondage les vérifications réalisées sur le réservoir 16. L'exploitant prendra en compte pour l'ensemble des équipements de son site relevant du plan de modernisation des installations industrielles les remarques formulées dans le présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a bien connaissance de la double réglementation liée au vieillissement (arrêté ministériel du 03 octobre 2010 et arrêté ministériel du 4 octobre 2010).  <b>Non-conformité :</b> L'exploitant ne dispose pas de la liste des équipements de son site relevant du plan de modernisation des installations industrielles. L'exploitant n'a pas présenté la méthodologie de recensement qui est utilisée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 2 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que 7 réservoirs sont concernés par le plan de modernisation des installations industrielles. Les réservoirs 13, 14, 15, 16 contiennent de l'essence

<p>et les réservoirs 17, 18, 19 contiennent du distillat.</p> <p>L'exploitant a mis en place sur son site, notamment deux procédures qui permettent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'encadrer les inspections à réaliser sur les réservoirs du site (arrêté ministériel du 03 octobre 2010) - Procédure GM-OT-MIT-501 ;</li> <li>• de décrire les méthodes adoptées pour la maîtrise du vieillissement des ouvrages de génie civil et des structures sur le site (arrêté ministériel du 4 octobre 2010) - Procédure GS-FR-CIV-SLF-DEP-038.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assurera qu'il ne dispose pas sur le site de réservoir supplémentaire de plus de 10 m<sup>3</sup> en lien avec le point de contrôle n°1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : 3) Examen d'un dossier de réservoir**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;</li> <li>• volume du réservoir ;</li> <li>• matériaux de construction, y compris des fondations ;</li> <li>• existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;</li> <li>• date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;</li> <li>• liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;</li> <li>• dates, types d'inspection et résultats ;</li> <li>• réparations éventuelles et codes utilisés.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour chaque stockage de son site, l'exploitant dispose d'une fiche descriptive de chaque réservoir de stockage. L'exploitant a présenté à l'inspection, les fiches pour chacun des réservoirs puis a transmis après la visite d'inspection les fiches mises à jour.</p> <p>Ces fiches sont organisées en différentes thématiques : descriptif du réservoir, structure du bac, environnement, état lors des dernières inspections, assises de bac, plan d'inspection. L'organisation en différentes thématiques permet à l'exploitant de reporter l'ensemble des informations demandées.</p>

Afin de s'assurer que les fiches sont bien complétées en reprenant l'ensemble des informations susmentionnées, l'Inspection a pris pour exemple la fiche descriptive du réservoir 16 (celles transmises avant la visite d'inspection et après la visite d'inspection).

**Non-conformité :**

La fiche du bac 16 (transmise après la visite d'inspection) ne mentionne pas les informations suivantes :

- si une épreuve hydraulique initiale a été réalisée ;
- les dates, types d'inspection (routine, externe, interne) et résultats de l'ensemble des inspections réalisées sur le bac (seulement la dernière inspection externe de 2016 est indiquée) depuis sa mise en exploitation ;
- l'ensemble des réparations réalisées sur le bac depuis sa mise en exploitation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : 4) Plan d'inspection des réservoirs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10

**Prescription contrôlée :**

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

**Constats :**

La procédure GM-OT-MIT-501 relative à l'inspection de réservoir (cf. point de contrôle n°2), encadre la réalisation des visites de routine, des inspections en exploitation/externe et des inspections hors exploitation, internes et externes.

Pour les visites de routine, l'exploitant dispose d'un formulaire LODT034 pour les réaliser. Ces visites sont réalisées par du personnel interne. La procédure susmentionnée précise les attendus des inspections externes et des inspections hors exploitation et de leur périodicité.

Afin de suivre les inspections à réaliser sur son site, l'exploitant intègre dans sa GMAO la périodicité des différentes inspections à réaliser sur l'ensemble des bacs. Les inspections à réaliser pour le bac 16 sont bien intégrées à la GMAO.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : 5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10

**Prescription contrôlée :**

29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

**Constats :**

Afin de vérifier la conformité aux prescriptions, l'Inspection a consulté, par échantillonnage, les documents relatifs au réservoir n°16 contenant de l'essence.

**Inspection annuelle :**

L'exploitant dispose d'une fiche de visite pour réaliser les visites annuelles. Cette fiche de visite indique bien les signes extérieurs de dégradation possibles du réservoir.

**Non conformité :**

En revanche, elle n'aborde pas les modes de dégradation possibles.

L'exploitant a réalisé les visites de routine suivantes :

- le 30 mai 2023 par l'adjoint au chef de dépôt ;
- le 29 mai 2024 par le chef de dépôt ;
- le 29 mai 2025 par l'adjoint au chef de dépôt.

Ces 3 dernières visites de routine n'ont fait l'objet d'aucune remarque.

**Inspection externe :**

La procédure GM-OT-MIT-501 relative à l'inspection de réservoir (cf. point de contrôle n°2), définit les objectifs et le contenu d'une inspection externe : « *L'objectif d'une inspection en exploitation est de vérifier qu'il n'y a pas d'anomalie sur le réservoir (intégrité et confinement), sur les moyens d'accès (sécurité) ou les accessoires qui pourraient impacter la date prévue de la prochaine inspection en hors exploitation* ».

La dernière inspection externe a été réalisée en 2021 par l'exploitant. Cette inspection a été réalisée par une personne disposant des qualifications prévues par la procédure susmentionnée

**Inspection hors exploitation :**

a procédure GM-OT-MIT-501 relative à l'inspection de réservoir (cf. point de contrôle n°2), définit les objectifs et le contenu d'une inspection hors exploitation : « *L'objectif d'une inspection hors exploitation est de vérifier et de certifier la disponibilité du réservoir (intégrité et confinement), de ses moyens d'accès (sécurité) et accessoires pour une durée hors exploitation à définir* ».

La dernière inspection hors exploitation a eu lieu au premier trimestre 2016. Cette inspection avait mis en évidence la nécessité de réaliser différents travaux de réfection (listés dans le rapport). L'exploitant a réalisé en septembre 2016 un rapport d'inspection après travaux. Ce rapport conclut que "les travaux qui permettent la remise en exploitation ont été réalisés mais que des travaux « mineurs » sont encore à réaliser et devront être programmés".

L'exploitant a indiqué qu'il reportait l'inspection hors exploitation de 2026 suite à une analyse basée sur la criticité (Risk Based Inspection - RBI) en 2033.

Afin d'encadrer la réalisation de la méthode RBI sur son site, l'exploitant a mis en place une procédure nommée « Système de maintenance et de gestion de l'intégrité des réservoirs aériens verticaux cylindriques en acier » (GM-OT-MIT-415). Cette procédure s'appuie sur le guide DT94 « Guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux ».

L'exploitant n'a pas transmis l'étude RBI. Il a transmis seulement une synthèse de l'analyse RBI, qu'il a mis en place sur le réservoir 16. Cette synthèse indique que « *les critères de frangibilité et ventilation doivent être vérifiés par ailleurs et ne feront pas l'objet de cette étude* ».

La visite terrain de l'inspection au niveau du réservoir n°16 ne fait l'objet d'aucune remarque.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera que dans le cadre de son étude RBI, il a bien pris en compte l'ensemble des travaux « mineurs » qui devaient être réalisés suite à l'inspection de 2016 ou justifiera de leurs réalisations.

L'exploitant indiquera comment les critères de frangibilité et ventilation sont vérifiés et justifiera que les conclusions de l'étude RBI ne sont pas remises en cause.

L'exploitant transmettra à l'inspection un justificatif de l'organisme ayant réalisé l'étude RBI qui indique la date de report de la prochaine inspection hors exploitation.

L'exploitant indiquera dans ses procédures les modalités de réalisation des inspections annuelles, notamment les personnes chargées de les effectuer.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois